



# WikiLeaks démasque une opération d'espionnage contre Assange à l'ambassade équatorienne de Londres

Par [Oscar Grenfell](#)

Mondialisation.ca, 13 avril 2019

[wsws.org](#) 11 avril 2019

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#),  
[L'Europe](#)

Thème: [Loi et Justice](#), [Services de renseignements](#)

Lors d'une conférence de presse à Londres mercredi, WikiLeaks a détaillé une vaste opération de surveillance illégale contre son fondateur, Julian Assange, à l'intérieur de l'ambassade de l'Équateur en Grande-Bretagne, où il a obtenu l'asile en 2012.

Les documents présentés par le rédacteur en chef de Wikileaks, Kristinn Hrafnsson, et l'avocate d'Assange, Jennifer Robinson, ont démontré que chaque aspect de la vie du fondateur du WikiLeaks, y compris des consultations médicales et des réunions juridiques privées, avait été espionné par les autorités équatoriennes à l'intérieur de l'ambassade pendant plus d'un an.

Ces révélations sont une autre confirmation accablante de la collaboration du régime équatorien du président Lenín Moreno avec les autorités britanniques et américaines, en vue de mettre fin illégalement à l'asile politique d'Assange. Cela fait suite à un avertissement de WikiLeaks vendredi dernier selon lequel une source de haut niveau au sein de l'État équatorien l'avait informé qu'Assange serait expulsé de l'ambassade «d'ici quelques heures ou quelques jours».

En commençant la conférence de presse, Hrafnsson a déclaré que la surveillance «impliquait une violation totale» de la vie privée d'Assange. Elle couvrait «tout sur la vie de Julian Assange à l'ambassade d'Équateur» et démontrait que, depuis l'arrivée au pouvoir de Moreno en 2017, le fondateur de WikiLeaks vivait dans «une situation semblable à celle du *Truman Show*».

Il a expliqué que WikiLeaks avait pris conscience de l'ampleur de l'espionnage «il y a plusieurs semaines» lorsqu'il avait appris qu'un groupe d'individus en Espagne «transmettait» des documents rassemblés au sein de l'ambassade. Hrafnsson est entré en contact avec le groupe et l'a rencontré en Espagne «il y a environ 10 jours».

Ces personnes, qui incluraient un ressortissant espagnol précédemment impliqué dans une extorsion de fonds, ont demandé à WikiLeaks de fournir trois millions d'euros pour des centaines de milliers de documents, enregistrements audio, vidéos et photos prises à l'ambassade. Ils ont montré à Hrafnsson des échantillons du matériel, qu'il a enregistrés avec une caméra cachée et présentés lors de la conférence de presse.

Le groupe est poursuivi par un juge d'instruction à Madrid, après que WikiLeaks a aidé la police espagnole à mener une opération d'infiltration. On ignore comment ils sont entrés en possession du matériel.

Parmi les documents détenus par le groupe figurait une note juridique confidentielle de l'avocat espagnol d'Assange concernant une affaire l'année dernière contestant l'imposition par l'Équateur d'un «protocole» bâillonnant Assange.

Hrafnsson a déclaré que le seul moyen concevable par lequel le document avait été divulgué était qu'il avait été volé par des fonctionnaires de l'ambassade de l'Équateur, lorsqu'il avait été brièvement laissé sans surveillance et copié.

Le groupe espagnol avait également des enregistrements vidéo et audio des réunions juridiques d'Assange, y compris celles relatives à des affaires contre l'Équateur, ainsi que de ses examens médicaux. Ils avaient les détails du passeport de tous les visiteurs d'Assange et des vidéos du lobby de l'ambassade.

Hrafnsson a déclaré que la vaste surveillance au sein de l'ambassade visait «un seul but», celui de «servir les intérêts du gouvernement américain qui veut inculper et emprisonner» Assange, «un éditeur, pour le crime d'avoir publié des documents véridiques».

Il a noté que l'administration Trump avait demandé l'accès aux registres de visiteurs à l'ambassade plus tôt cette année et que le régime de Moreno avait autorisé le département américain de la Justice à interroger des responsables et des diplomates équatoriens à propos d'Assange. Hrafnsson a déclaré qu'il était probable que tout le matériel rassemblé à l'ambassade ait été remis aux autorités américaines.



*Fidel Navaez, Kristinn Hrafnsson et Jennifer Robinson à la conférence de presse*

Robinson a expliqué que l'espionnage par l'Équateur constituait une «violation grave du privilège du secret professionnel entre le client et son avocat», ce qui avait «miné fondamentalement» la capacité des avocats de WikiLeaks de défendre Assange. WikiLeaks, a-t-elle dit, renouvellerait une requête auprès de la Cour interaméricaine des droits de l'homme pour intervenir dans la défense d'Assange et soumettrait une nouvelle plainte au rapporteur spécial des Nations Unies sur la protection de la vie privée. Les rapporteurs spéciaux sur la torture et sur la vie privée doivent tous deux rencontrer Assange le 25 avril.

Fidel Navaez, qui a été consul de l'Équateur en Grande-Bretagne jusqu'au milieu de l'année

dernière, a averti que la situation d'Assange était «plus précaire que jamais».

«Une chose est absolument claire» a-t-il déclaré, «avec un nouveau gouvernement, l'Équateur ne protège plus Julian [ ...] Bien au contraire, le gouvernement fait tout de son possible pour mettre fin à l'asile. La seule raison pour laquelle cela ne s'est pas encore produit, à mon avis, est à cause de la honte internationale, de la honte historique, qui va accabler l'Équateur si cela se produit.»

Navaez a condamné l'interruption par le régime de Moreno de l'accès à Internet par Assange et des communications d'Assange en mars 2018, ainsi que l'imposition de restrictions sévères à son asile. Il a déclaré que l'asile politique n'était «pas un contrat entre deux parties», mais un «droit humain» et une «institution internationale» inviolables.

L'ancien diplomate équatorien a déclaré que l'opération de surveillance aurait été autorisée par les plus hautes instances du régime de Moreno. Il a noté que l'année dernière, une nouvelle batterie de caméras de sécurité capables d'enregistrement audio avait été installée dans le bâtiment.

La conférence de presse elle-même a démontré le rôle honteux des médias institutionnels dans la persécution d'Assange, journaliste et éditeur. En réponse à la présentation du contenu grave des documents, pratiquement tous les reporters ont posé des questions hostiles dans le but de dénigrer le fondateur de WikiLeaks et de minimiser les menaces qui pèsent sur lui.

Un journaliste a demandé si, étant donné la poursuite d'Assange par l'administration Trump, WikiLeaks regrettait «d'avoir aidé Trump à se faire élire en publiant des documents en provenance de la Russie».

En réalité, WikiLeaks a publié des documents divulgués en 2016 qui révélaient que le Comité national démocrate avait tenté de truquer les primaires du parti contre le sénateur Bernie Sanders au profit de Hillary Clinton, va-t-en-guerre et représentante des intérêts de la grande entreprise. Il a également publié des discours secrets prononcés par Clinton devant les banques de Wall Street, dans lesquels elle s'engageait à répondre à leurs attentes.

Hrafnsson a répondu en déclarant qu'il était du «devoir» des journalistes de publier des informations véridiques, dignes d'intérêt pour le public, et qu'il espérait que les représentants de la presse réunis seraient d'accord avec cette proposition élémentaire.

Le rôle condamnable joué par les médias institutionnels, celui de bras droit servile de l'État, a été illustré par un journaliste non identifié qui a crié qu'il n'était pas d'accord. Il a pathétiquement déclaré qu'il existait des «lois» non spécifiées auxquelles «nous, journalistes professionnels, choisissons parfois de nous conformer», en supprimant les informations vraies et dignes d'être diffusées.

L'opération de surveillance par l'Équateur confirme qu'Assange est la cible d'une conspiration politique internationale sans précédent centrée aux États-Unis.

Les immenses ressources consacrées à la poursuite d'Assange par l'impérialisme américain et britannique, ainsi que leurs laquais, y compris le régime de Moreno, montrent à quel point ils feront tout pour empêcher les journalistes et les publications de principes de révéler la vérité.

Sur fond de la résurgence de la lutte des classes, les gouvernements du monde entier censurent Internet, ciblant les sites web de gauche et anti-guerre, persécutant les journalistes et les lanceurs d'alerte, en vue de la répression de l'opposition de masse à la guerre, à l'austérité et à la dictature.

L'illégalité flagrante de l'espionnage souligne également le fait que les grandes puissances ne disposent d'aucun fait qui puisse être reproché à Assange, capable d'obtenir gain cause lors d'une enquête judiciaire, en Grande-Bretagne, aux États-Unis ou en vertu du droit international. Ils cherchent désespérément à concocter une affaire par le biais de combines et de répression politique.

C'est pourquoi, depuis quatre semaines, le gouvernement Trump a retenu Chelsea Manning, qui a divulgué les journaux de bord de l'armée américaine et irakienne et des centaines de milliers de câbles diplomatiques à WikiLeaks en 2010, en isolement cellulaire. Son seul «crime» a été de refuser de témoigner devant un grand jury ayant pour objectif de fabriquer des accusations contre Assange.

De manière significative, Hrafnsson et Robinson ont déclaré qu'à leur avis, si Assange n'avait pas été expulsé de l'ambassade équatorienne depuis vendredi, c'était parce que le complot visant à mettre fin à son asile avait été divulgué et rendu public. Navaez a déclaré que le destin d'Assange dépendait de la «solidarité internationale».

L'immense soutien apporté au fondateur de WikiLeaks par des millions de travailleurs et de jeunes, qui le considèrent à juste titre comme une figure héroïque, doit être développé en un mouvement politique de masse luttant pour sa liberté.

Le *World Socialist Web Site* et les Partis de l'égalité socialiste du monde entier appellent à la plus grande opposition à la persécution d'Assange et de Manning, notamment par l'organisation de campagnes sur les campus universitaires et dans les banlieues ouvrières, de réunions, de manifestations et de rassemblements.

**Oscar Grenfell**

Article paru en anglais, WSWWS, le 11 avril 2019

La source originale de cet article est [wsws.org](http://wsws.org)

Copyright © [Oscar Grenfell](http://wsws.org), [wsws.org](http://wsws.org), 2019

---

Articles Par : **[Oscar Grenfell](#)**

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien

vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)